

## Le cadavre dans l'espace public librevillois: une critique sociale et politique, 1970-2020

Dr Judicaël ETSILA,  
Chargé de recherche  
IRSH - CENAREST (Gabon)  
hettasila@yahoo.fr

Depuis les années 1970, la presse locale rapporte régulièrement la présence de cadavres dans les rues librevilloises. On découvre à l'aube des corps sans vie jonchant les rues. Ces corps, vidés de leur substance vitale, sont parfois identifiés, d'autres demeurent anonymes.

La présence de cadavres dans l'espace public trouble la quiétude des populations. Le mystère entourant la fin de vie, supposant une menace invisible, crée la psychose, car l'incertitude suscite la crainte, développe la peur. Par ailleurs, les traditions gabonaises ont développé des valeurs attachées à la vie, mais aussi au corps mort, objet de rites funéraires codifiés. Ces éléments sont ébranlés par l'irruption du cadavre dans l'espace social.

Les différentes déconstructions induites par l'ingression du macchabée dans la vie quotidienne interpellent. Quelles sont l'ampleur et les caractéristiques du phénomène? Quelles réalités sociales, culturelles et politiques, ces intrusions de cadavres dévoilent-elles?

La présence de corps sans vie dans l'espace public permet d'accéder à un pan des mentalités collectives de la société gabonaise. L'étude de ce surgissement révèle, au travers de la réaction sociale divulguée par les récits du quotidien *L'Union*, les sensibilités et les seuils du tolérable en cours dans le microcosme gabonais entre 1970 et 2020. Le surgissement du corps-mort agit aussi comme un catalyseur du changement social. De la sorte, il trace les contours d'une critique sociale et politique de la société gabonaise.

La présente note entend montrer comment l'apparition du corps sans vie dans l'espace public dévoile les représentations sociales liées à la mort et transforme une question personnelle en problème de société, donnant ainsi accès aux peurs et aux attentes sociales et politiques des Librevillois.

Deux parties structurent la présente réflexion. La première s'attache à caractériser le phénomène à l'étude afin de lui donner une réalité ainsi qu'une épaisseur historique. La seconde questionne la réaction sociale qui renseigne sur les sensibilités et les seuils du tolérable ainsi que les horizons d'attente.

### 1. Le cadavre dans la presse

Le corps sans vie trouve son expressivité dans la presse écrite. Au travers de son traitement médiatique, le cadavre acquiert une visibilité, mais aussi une réalité sociale. Quelle photographie la presse en donne-t-elle?

### 1.1. Représentation du macchabée dans la presse

Sur la période étudiée, les récits relatifs au cadavre constituent (151 occurrences) un corpus consistant. Celui-ci est marqué par une tendance haussière. De 16 récits à l'orée de l'étude (1974-1979), ce nombre atteint 61 histoires à la fin de l'analyse (2015-2020), comme l'indique le tableau 1 ci-dessous. Une hausse qui pourrait, en partie, s'expliquer par l'augmentation de la criminalité dénoncée par les Gabonais (C. Wali Wali, 2018).

Période	1974-1979	1984-1989	2005-2010	2015-2020	Total
Effectif	16	28	46	61	151

Source : *L'Union*, 1974-2020

Tableau 1 - Le cadavre à Libreville, 1974-2020

Les récits rapportés par *L'Union* construisent divers profils socio-démographiques des victimes. De fait, il ressort que les cadavres retrouvés sont majoritairement ceux d'hommes adultes (74 % des articles), ensuite d'enfants (14 %) et de femmes (12 %), comme l'indique le tableau 2. Cette distribution suggère une plus grande mortalité des hommes adultes plus exposés aux situations à risque, tout comme ils sont, du fait de leur statut de « chef de famille », plus enclins à rechercher les solutions pour l'existence de la famille. Subséquemment, ils risquent davantage, que les femmes et les enfants, leur vie. Parmi les hommes adultes, on relève la présence de personnes du troisième âge et de jeunes désœuvrés. Ce qui indique le statut social parfois dégradé des victimes.

Statut	Effectif	%
Homme adulte	112	74
Femme adulte	18	12
Enfant	21	14

Source : *L'Union*, 1974-2020

Tableau 1 - Répartition sociodémographique des cadavres

Les dépouilles sont découvertes généralement à l'aurore, comme le rapporte le quotidien *L'Union* en 1988 : « Le corps sans vie d'un homme [...] a été découvert vendredi au petit matin derrière le marché d'Akébé Plaine, abandonné dans une maison inhabitée »<sup>1</sup>. Cette temporalité matinale informe que les décès ont lieu durant la nuit ou à l'aube. Les morts semblent, pour l'essentiel, résulter d'actes de violence et de criminalité. Les cadavres sont majoritairement découverts dans la rue, sur des trottoirs, sur la plage, dans la forêt, au marché, dans l'eau, au débarcadère, dans la chambre ou encore dans une bâtisse (abandonnée, inhabitée, en chantier). Cette cartographie inscrit ces morts dans la quotidienneté

1. *L'Union*, n° 3623, 8 février 1988, p. 4.

des Gabonais qui ne peuvent échapper au spectacle macabre de ces corps sans vie.

## 1.2. La violence du corps sans vie

Le corps mort dans la presse écrite est un corps violent. Son traitement journalistique dévoile la violence que charrie cette présence sans filtre de la mort. La description du corps, la tentative explicative des faits, la vision de l'enveloppe corporelle saccagée, abîmée, font de la découverte du corps mort une monstruosité insoutenable.

La violence apparaît avant tout à travers la sémantique mobilisée par la presse. Le journal évoque un « crime abominable », un « décès », une « sordide découverte » ; il parle de « mort », de « macabre découverte », de « triste découverte », de « barbarie humaine ». Les signalements soulignent la violence des faits rapportés. Cette rhétorique est constante comme on peut le remarquer dans les colonnes de *L'Union* à la suite de la découverte du cadavre d'un jeune homme en 2009 : « Découverte macabre à Kiguélé. Un jeune homme, d'une vingtaine d'années environ, a été retrouvé mort au bord de la route hier matin dans ce quartier populaire de la capitale »<sup>2</sup>.

La violence se lit également à l'aune de la description de la dépouille et de ses stigmates. Il est question de « macchabée », de « cadavre non identifié » de « corps sans vie », de « corps inanimé », de « corps en putréfaction », de « corps partiellement décomposé », de « mauvaise odeur », de « blessures », de « plaie », ainsi que le rapporte en 2010 le quotidien *L'Union* : « Encore un corps sans vie près de l'échangeur du PK 5 »<sup>3</sup>. Les discours au tour du cadavre éclairent les nombreuses agressions endurées par le corps et ayant conduit à son trépas. Les cruautés subies par le corps découvert sans vie sont parfois évoquées ou simplement suggérées. Ainsi l'assassinat est envisagé. Il est question d'individu « poignardé », de « corps mutilé » ou de « mutilations », de « violences subies », de « viol ». *L'Union* se fait régulièrement l'écho de cette rhétorique. C'est le cas, en 2010 :

C. E-O. mortellement poignardée. Funeste vendredi 13 pour la famille de cette jeune gabonaise de 28 ans dont le corps a été retrouvé sans vie au petit matin au quartier PK 5 [...]. Même si elle n'est pas formellement avérée, l'hypothèse d'un viol qui aurait mal tourné est avancée. Selon toute vraisemblance, elle aurait été d'abord violée avant d'être poignardée par ses bourreaux. Une hypothèse étayée par son corps dénudé<sup>4</sup>.

Le corps découvert sans vie a subi des violences pouvant expliquer son anéantissement. Entre attaques à l'arme blanche, viols, mutilations de tout genre, le corps est saccagé avant d'être occis. Victime de la violence, le corps assassiné, en surgissant dans l'espace public, est à la fois, la preuve des exactions endurées par le disparu, mais aussi, le véhicule qui charrie la violence et la mort. Subséquemment, il constitue un

vecteur d'effroi pour les populations, car « les limites du corps dessinent à leur échelle l'ordre moral et signifiant du monde. Penser le corps est une autre manière de penser le monde et le lien social : un trouble introduit dans la configuration du corps est un trouble introduit dans la cohérence du monde (D. Le Breton, 1993, p. 316).

L'incapacité ou l'impossibilité d'identifier le corps mort constitue une violence supplémentaire. En effet, il arrive que la dépouille demeure anonyme. Dans ce cas, le désarroi s'empare des riverains qui sont attristés non seulement par la découverte de la dépouille, parfois en état de dégradation, mais également et surtout par l'impossible identification de la victime. Il se construit alors une communauté compassionnelle avec les parents de la victime qui n'auront pas l'opportunité de faire leur deuil et d'accompagner dignement à un des leurs. De la même façon, voir quelqu'un enterré comme un indigent loin des siens, sans les rites funéraires y relatifs, est aussi une source de tristesse et d'apitoiement. Dans ce sens, « la mort est toujours une cassure, une séparation, une rupture qui blesse ceux qui restent » (F. Glorion, 2002, p. 63). Toutes ces impossibilités constituent des violences faites à la collectivité.

## 2. Le cadavre dans l'espace public : une critique sociale et politique

Le cadavre à travers son traitement journalistique offre un accès pertinent aux sensibilités à l'œuvre au sein de la population gabonaise ainsi qu'à leurs fluctuations. Avec le corps sans vie, la réaction sociale marque une critique sociétale, évoquant implicitement les problèmes de l'insécurité, de la prise en charge des indigents, de l'aménagement de l'espace public, etc. Cette critique apparaît finalement comme un catalyseur du changement social.

### 2.1. La question sociale

La description des dépouilles abandonnées dans l'espace public par la presse donne accès aux représentations sociales. Il en est ainsi l'insécurité et de la gestion de l'indigence. Le corps anéanti met en exergue la question de l'insécurité qui sévit au Gabon. La découverte de corps sans vie angoisse les populations. Elle rappelle aux Gabonais, de façon douloureuse, la violence et la criminalité qui sévissent dans leur environnement. Une réalité décrite en 2009, dans les colonnes de *L'Union* :

Le corps inerte et dévêtu d'une jeune dame, avec une corde au cou, a été découvert mardi matin, dans une maison [...]. Ce nouveau cas d'assassinat vient une fois encore soulever le problème de l'insécurité grandissante qui sévit dans l'ensemble du pays, singulièrement à Libreville [...]. En effet, il ne se passe pas un jour sans qu'on ne découvre dans notre capitale des corps sans vie et portant parfois des traces de la violence et

2. *L'Union*, n° 9979, 21 et 22 mars 2009, p. 8.

3. *L'Union*, n° 10232, 22 janvier 2010, p. 9.

4. *L'Union*, n° 9245, 16 octobre 2006, p. 5.

de la bestialité de leurs bourreaux. Les Librevillois sont habités par la peur et la hantise quotidiennes.<sup>5</sup>

Au début des années 2000, l'angoisse suscitée par le sentiment d'insécurité susévoquée se consolide et s'enrichit d'une catégorisation criminelle supplémentaire : « le crime rituel ». En effet, plus que l'insécurité classique, la criminalité caractérisée par le prélèvement d'organes humains à des fins fétichistes et sacrificielles, apparaît comme le nouveau mal pourvoyeur de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants dans le pays. Ce crime trouve lui aussi une place dans les colonnes de *L'Union* :

Un homme d'une trentaine d'années a été retrouvé aux abords du stade [...] allongeant ainsi la liste de victimes de crimes rituels [...]. De fait, la victime portait les signes de mutilation. Il lui a été prélevé la langue et d'autres organes. Cette découverte macabre a provoqué une véritable onde de choc dans le quartier et au-delà [...]. Selon toute vraisemblance, l'infortuné a été pris à partie par un groupe d'individus, qui lui ont coupé certains organes [...]. Le corps de cette nouvelle victime de la barbarie humaine [...], de bonnes volontés l'on recouvert d'un drap blanc pour dissimuler ce corps mutilé dont la vue choquait la conscience. Au demeurant, ce meurtre pose à nouveau le sempiternel problème de l'insécurité qui revient au galop<sup>6</sup>.

L'épouvante est généralement réactivée par le mystère entourant la fin de vie des victimes. La mort survenant souvent à l'ombre du contrôle social, la suspicion et la crainte s'emparent alors des citoyens convaincus d'être à la merci de criminels. Émerge et se développe alors le sentiment d'insécurité. La nature sordide et morbide des attaques ainsi que leur description accroissent davantage l'effroi. En effet, la dépouille abandonnée dans l'espace public apparaît parfois désarticulée, défigurée, saccagée. De fait, il n'est pas question d'un corps vivant porteur d'attributs positifs, mais plutôt une enveloppe vidée de sa substance, pure matière déjà décomposée, rappelant de façon sordide la précarité de l'existence, la fragilité de la vie. Le corps ainsi présenté choque et s'apparente à un tabou dont l'exposition transgresse toutes les données de régulation et toutes les ritualisations liées au corps mort.

Au sentiment d'insécurité criminelle s'ajoute le sentiment d'insécurité sociale. Nombre de corps morts, lorsqu'ils sont identifiés, ont une origine sociale modeste. C'est le cas de personnes indigentes. Elles finissent par trouver la mort consécutivement à leur dénuement, ou mettent fin à leur vie, épuisées par leur misère. Très souvent, il s'agit de personnes du troisième âge, de jeunes gens ou des étrangers. Se pose alors la question des valeurs sociales des Gabonais liées à l'entraide et à la solidarité. Cette situation se pose avec acuité pour les personnes âgées, comme le rapporte le quotidien *L'Union* en 2009 :

Spectacle pour le moins macabre auquel ont eu droit les riverains du marché de N'kembo. En effet, à leur réveil hier, ils ont eu la désolation de constater le décès de N. N. [...]. La tristesse des habitants de ce quartier [...] était d'autant plus grande que le disparu qui dormait à la belle étoile, abandonné des siens, et qui vivait de la générosité des habitants du quartier [...]. Le vieil homme aurait rendu l'âme dans la nuit de dimanche à lundi, suite à la forte pluie qui s'est abattue sur notre capitale, affaibli par de difficiles et précaires conditions d'existence, il n'aurait pas résisté aux trompes d'eau<sup>7</sup>.

La situation de ce vieillard abandonné par les siens met en exergue la question du délitement des valeurs traditionnelles de la société gabonaise fondées sur la solidarité et la sacralisation de personnes âgées notamment. En 2009, il semble que la famille gabonaise, jadis solidaire, s'« individualise ». Elle paraît plébisciter la famille nucléaire au détriment de la famille élargie qui la caractérisait jusque-là. Subséquemment, la prise en charge de personnes n'intégrant pas la famille nucléaire, en l'occurrence celles du troisième âge, se raréfie. Ce qui, en l'absence d'une prise en charge par la collectivité, plonge ces personnes délaissées dans un processus de précarisation. C'est cette situation que décrit *L'Union* :

Cette énième découverte d'un corps d'un sans domicile fixe septuagénaire illustre sans doute le délitement de nos valeurs séculaires de solidarité et devrait interpeller la société toute entière. Naguère vénérées pour leur sagesse, les personnes du troisième âge sont aujourd'hui honnies par leurs semblables qui n'hésitent pas à les considérer comme responsables des vicissitudes de leur existence<sup>8</sup>.

Une autre forme d'indigence dévoilée par le cadavre concerne les jeunes filles qui, pour échapper à leur précarité, sont parfois contraintes à une vie nocturne qui les conduit dans des espaces et des relations insécurisés. Ces lieux, les rencontres faites et les activités développées, scellent leur sort. Poussées par leur impécuniosité, les jeunes femmes apparaissent comme les victimes expiatoires dont *L'Union* en signale 2006, les malheurs :

C. E-O. mortellement poignardée [...]. Selon le témoignage de la petite sœur et du petit frère de la victime, lesquels habitaient avec leur grande sœur dans la même maison [...] C. E-O, s'est rendue à son lieu de travail, comme elle le fait chaque jour, le matin du jeudi 12 octobre dernier pour ne retrouver sa demeure familiale qu'à 1h30. Une demeure qu'elle ne reverra que quelques minutes seulement pour la dernière fois, car après s'être changée, elle est ressortie à 2h du matin. Ceci malgré l'insistance de son petit frère et de sa petite sœur qui lui ont déconseillé de ne plus ressortir à une heure pareille de peur d'être agressée<sup>9</sup>.

La dégradation progressive des mœurs, dénoncée *supra*, continue de faire des victimes en 2009 :

5. *L'Union*, n° 9953, 19 février 2009, p. 9.

6. *L'Union*, n° 9658, 29 février 2008, p. 7.

7. *L'Union*, n° 9951, 17 février 2009, p. 9.

8. *Idem*.

9. *L'Union*, n° 9245, op.cit.

Une jeune dame trouvée morte au PK 8 [...]. De fait, cette jeune dame qui aurait subi des sévices corporels et sexuels avant son assassinat ferait partie de ces filles noctambules qui se lancent à l'assaut de la capitale gabonaise à des heures tardives, sans tenir compte de l'insécurité qui y règne depuis des années<sup>10</sup>.

## 2.2. Sur le plan politique

La question du corps mort dans l'espace public constitue également un problème politique. Les autorités publiques sont régulièrement interpellées par une réaction populaire angoissée et soucieuse de voir ses préoccupations sécuritaires traitées par les gouvernants. Il en est ainsi de la question de l'insécurité pour laquelle la performance du gouvernement est jugée insatisfaisante (C. Wali Wali, 2018 ; J. Etsila, 2021). Traumatisée par le mystère des corps sans vie, l'état macabre de certaines de ces dépouilles et les lieux lugubres où sont perpétrés les crimes, la population estime que l'État ne fait rien pour mettre un terme à l'insécurité qui sévit au Gabon et singulièrement à Libreville. En effet, la présence de cadavres,

vient une fois de plus, confirmer l'épineux problème de l'insécurité grandissante qui y sévit [...]. Il ne passe pas, en effet, un seul jour sans que l'on ne signale un cas de braquage, de vol, et autres délits orchestrés par de bandes de jeunes [...]. L'insécurité ne cesse de prendre des proportions inquiétantes. Les habitants déplorent, en outre, les nombreux lieux de débauche qui seraient à l'origine de ces violences quotidiennes<sup>11</sup>.

Cette critique de l'État porte aussi sur la prise en charge des cadavres non identifiés. Les populations se sentent abandonnées à elles-mêmes quant à la gestion de ces morts qui, des heures durant, restent abandonnés sur le lieu de leur découverte comme le rapporte *L'Union* : « Livrées à eux-mêmes, les habitants de N'kembo ont vainement tenté de joindre les services de la mairie de Libreville, la police judiciaire, les sapeurs-pompiers, dans le but de déposer la dépouille de ce compatriote dans une maison de pompes funèbres »<sup>12</sup>. Ainsi, la puissance publique, cristallise la colère des riverains qui, publiquement, expriment leur courroux. Des barricades sont érigées pour exiger la prise en charge de la dépouille. Une manière de signifier le refus d'une situation qui dérange et qui demande un traitement car, « les manifestations permettent de poser sur la scène publique, de transformer des préoccupations particulières et des comportements privés en problèmes pour les inscrire sur l'agenda politique » (P. Favre, O. Fillieule, F. Jobard, 2007, p. 193) :

Son corps inanimé trouvé samedi, est resté sur place durant toute la matinée sans aucune intervention des autorités compétentes. Eu égard à cette situation, les commerçants ont dé-

cidé d'ériger des barricades sur la route, empêchant ainsi la circulation automobile. Ce n'est que dans l'après-midi que le macchabée a été enlevé et la circulation rétablie<sup>13</sup>.

Les plaintes sociales visent une réaction, notamment le traitement de la question de l'insécurité, la prise en charge sociale des indigents de leur vivant et après leur mort. En somme, ces requêtes s'adressent prioritairement à la mairie, aux sapeurs-pompiers, à la police, etc. Toutefois, derrière cette incrimination de l'État, c'est plus généralement un modèle de société qui est remis en cause et dont on demande une refondation.

## Conclusion

L'étude du cadavre dans l'espace public librevillois révèle un phénomène important en constance augmentation. Cette présence continue de cadavres dans les artères de la capitale gabonaise, dévoile une société violente en proie à la criminalité et à l'insécurité. En sus, l'irruption du cadavre, ainsi que son omniprésence dans l'espace public, mettent en exergue les sensibilités collectives des Librevillois. Ceux-ci s'indignent de la présence du corps-mort dans leur quotidien. L'indignation des Librevillois agit *in fine* comme une borne des sensibilités, des normes et des valeurs de la société gabonaise. Elle indique le seuil du tolérable, ce qui est désormais valorisé, accepté et ce qui ne l'est plus ou pas.

Par ailleurs, la présence de dépouilles dans la cité, mais surtout les manquements liés à sa prise en charge, éclairent les dysfonctionnements au cœur de l'action publique. Ainsi, le cadavre dans l'espace public librevillois suscite la plainte collective qui interpelle la société et l'État pour faire cesser le trouble et corriger les pratiques. En cela, la présence impromptue du cadavre dans les lieux publics librevillois, constitue un catalyseur du changement social.

## Sources

- L'Union*, n° 3623, 8 février 1988, p. 4.
- L'Union*, n° 9049, 21 février 2006, p. 5.
- L'Union*, n° 9245, 16 octobre 2006, p. 5.
- L'Union*, n° 9658, 29 février 2008, p. 7.
- L'Union*, n° 9951, 17 février 2009, p. 9.
- L'Union*, n° 9953, 19 février 2009, p. 9.
- L'Union*, n° 9979, 21 et 22 mars 2009, p. 8.
- L'Union*, n° 10065, 6 juillet 2009, p. 7.
- L'Union*, n° 10232, 22 janvier 2010, p. 9.

## Bibliographie

ETSILA Judicaël, 2021, « Les Gabonais font peu confiance à la police et à la gendarmerie », *Afrobarometer*, Dépêche n° 473.

FAVRE Pierre, FILLIEULE Olivier, JOBARD Fabien, 2007, *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentation*, Paris, La Découverte.

13. *L'Union*, n° 9049, 21 février 2006, p. 5.

10. *L'Union*, n° 9958, op.cit.

11. *L'Union*, n° 10065, 6 juillet 2009, p. 7.

12. *L'Union*, n° 9951, op.cit.

GLORION François, 2002, *Vivre avec sa mort*, Paris, Ed. la Martinière.

LE BRETON David, 1993, *La chair à vif. Usages médicaux du corps humain*, Paris, Métalié.

MARQUET Jacques, CARTYRELS Yves, 2001, *Attentes sociales et demande de justice. Les mobilisations blanches et après?*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis.

WALI WALI Christian, 2018, « La majorité des Gabonais estiment que leur sécurité personnelle s'est dégradée », *Afrobarometer*, Dépêche n°. 256.